

**DISCOURS LIMINAIRE  
SUR  
LA TRANSPARENCE DANS LA GESTION DE L'AIDE EN  
AFRIQUE**

**Par  
THELMA AWORI**

**DAKAR, LE 12 JUIN 2001**

**Introduction**

Permettez-moi tout d'abord de vous dire combien je suis honorée d'avoir été sollicitée pour préparer ce discours d'ouverture de la réunion d'Aid Transparency en Afrique. Je voudrais profiter de l'occasion pour féliciter le Dr Habib Sy et ses collaborateurs pour avoir eu l'idée et le courage d'entreprendre cette oeuvre titanesque consistant à tenter de créer une synergie entre les vocables "aide" et "transparence". L'objectif visant à procéder au couplage des deux mots "aide" et "transparence" constitue le genre de réflexion "venant d'ailleurs" dont l'Afrique a cruellement besoin pour que ce qui semble être impossible puisse devenir réalité. En vue de faire face à ce défi, nous pouvons nous inspirer des travaux en cours effectués à cet égard par différentes organisations et chercheurs du nord et du sud qui ont eu le courage d'examiner et d'analyser les intentions et les réussites de l'une des plus grandes industries de notre siècle. Malgré la complexité de la tâche qui nous attend, nous gardons espoir à cause des nombreux succès déjà enregistrés par des organisations telles que *La réalité de l'aide*. Aussi, nous espérons qu'avec l'aide des nouvelles technologies modernes ainsi que le réseautage il devrait être possible de pouvoir mesurer et quantifier la translucidité voire la transparence.

La transparence est une industrie aussi complexe et protéiforme que l'aide et présente une multitude de défis. D'une part, les catégories ainsi que le nombre d'acteurs qui interviennent dans le domaine de l'aide multilatérale et bilatérale, à savoir les ONG, les Fondations, les institutions financières internationales représentent plusieurs millions d'organisations de tailles diverses et d'importance variée. Et de l'autre, les systèmes et méthodes de fonctionnement sont devenus extrêmement complexes et aussi variés que le nombre d'organisations en question. Enfin, le volume que représente cette activité fait de l'aide l'une des plus grandes industries de l'économie mondiale. Par conséquent, la transparence au sein de toute cette activité ne peut être prise à la légère.

En Afrique, le fait de travailler dans le domaine de la transparence en matière d'aide peut être à la fois coûteux et dangereux. En dévoilant les réalités déplaisantes de l'aide, on risque de perdre certains de ses meilleurs amis d'une part. Et d'autre part, il s'agit d'une activité dangereuse car certaines révélations sont suivies de liquidations physiques. Les hommes au pouvoir n'ont pas l'habitude d'entendre des vérités et les technocrates se considèrent généralement comme des experts. En Afrique, l'exercice consistant à rendre l'aide transparente relève de l'exploit. On ne peut pas ne pas offenser le riche et le puissant. Une alternative consisterait à intellectualiser les questions en les abordant sous un angle purement académique. Malheureusement, cela nous éloignerait complètement de l'objectif visé. En matière d'aide au développement, le continent africain s'est embourbé dans un marécage

d'expériences aveuglantes, assourdissantes et époustouflantes. En matière de transparence dans le domaine de l'aide, il faut se garder de compromettre ses chances de pouvoir éveiller l'esprit des africains. Cela, afin que ces derniers puissent constater l'ampleur de la catastrophe de l'heure et de générer ainsi des mesures créatives urgentes pouvant engendrer des solutions. Ce document – en essayant de tirer la sonnette d'alarme concernant ce désastre africain qui touche le domaine de l'aide – court également le risque de choquer les personnes bien intentionnées qui n'ont rien à voir avec ces types de pratiques.

Ce document tentera d'identifier les complexités et les défis que représente l'aide au développement afin que tous les acteurs et tous les observateurs puissent en comprendre les tenants et les aboutissants. Seule une poignée d'individus privilégiés participent aux échanges et aux débats concernant tous les aspects de l'aide : quoi, pourquoi, comment et combien. Les hautes sphères constituant le théâtre de ces rencontres. La majorité de la population ressent les effets de ces discussions à travers les perturbations et les pressions qu'ils subissent dans leur vécu quotidien. Ces perturbations étant les conséquences des décisions qui ont été prises sans leur aval. La transparence dans la gestion de l'aide destinée aux populations est entravée non seulement par l'absence de participation de ces derniers, mais également par des myriades de pratiques dans ce domaine à la fois au moment de l'élaboration des politiques et au moment de leur mise en œuvre.

Le diagnostic de la gestion de l'aide au développement est si complexe et son champ si vaste qu'il est nécessaire de subdiviser la question en différents aspects relatifs à la transparence. A savoir notamment la transparence en matière d'objectifs, de résultats, de politique, d'appropriation, de volumes des échanges et de mise en oeuvre. Les personnes qui liront ce texte seront libres d'étoffer ou d'alléger cette liste. Ce document se penchera sur trois aspects liés à la transparence. Il expliquera également pourquoi il est grand temps que les africains s'impliquent enfin dans l'analyse et la collecte de données nécessaires à la gestion transparente de l'aide devant leur permettre d'apporter des solutions.

Lors des discussions portant sur la gestion de l'aide, certains écrivains ont fait la distinction entre les flux publics de capitaux et les flux privés. Dans ce rapport, tous les flux allant des pays développés aux pays en voie de développement seront analysés. Néanmoins, l'accent sera mis sur ceux se rapportant à l'Afrique. Comme nous le verrons dans l'analyse ci-dessous, le fait de n'aborder que l'APD en oubliant les pertes émanant de la détérioration des termes de l'échange ne nous fournit qu'un tableau incomplet des volumes et du sens des transferts.

## **LES DEFIS DE LA TRANSPARENCE**

La psychologie du langage utilisé ainsi que l'appellation choisie constituent un point de départ important lorsqu'il s'agit d'aborder les questions liées à la transparence de la gestion de l'aide. Le mot aide couvre généralement les dettes, les emprunts et les investissements. Alors que l'emprunt constitue une transaction financière, l'aide au contraire reste une transaction relationnelle effectuée dans un cadre amical, et basée sur la bienveillance et le bénévolat. Le premier est généralement motivé par le profit et le second au contraire repose sur des considérations purement bénévoles et sur la base d'une réciprocité totale. Le fait de rassembler ces deux formes de transactions sous le même vocable peut prêter à confusion. Lorsque des vocables tels que le mot "concessionnel" sont rajoutés au mot prêt en vue d'en atténuer la force et pour le rendre plus doux, il en résulte une perception floue quant aux véritables conséquences de l'acte d'emprunt. D'un point de vue strictement financier, un

emprunt à 3 ou à 4% assorti d'un différé de 10 ans avant le début des remboursements constitue un véritable prêt concessionnel. Mais lorsqu'un tel prêt est composé d'une partie sous forme de subvention et que l'ensemble porte le nom d'aide cela dénature la signification du mot "aide" et nous fait oublier les exigences en termes de remboursements et de rentabilité de la part du prêteur.

Tout type de langage possède un fondement culturel. Cela entraîne par conséquent des problèmes d'interprétation durant les échanges et fait de sorte que l'individu n'entend que ce qu'il a bien envie d'entendre. La situation est d'autant plus floue dans ces types de transactions que l'on fait appel à des notions telles que le "donner" et le "recevoir". Il est souvent fait référence dans la presse à un pays octroyant un certain montant à un autre pays donné ou encore qu'un certain pays a reçu ou obtenu un montant spécifique de la part d'un pays-tiers ou d'une institution financière. Les détails portant sur la proportion de la subvention par rapport au prêt ne sont publiés que de manière épisodique. Les éléments relatifs aux conditions d'octroi des montants en question sont encore moins connus des populations. Les conditionnalités de ces transactions sont rarement une affaire publique et restent donc du ressort des hauts dirigeants. A un autre niveau et de façon plus insidieuse, ces conditionnalités créent une relation de type dialectique entre prêts et subventions. En effet, l'un ou l'autre ne peut être accordé que sous certaines conditions. Le premier étant tributaire du second et vice versa.

Dans une action aussi protéiforme que l'aide, les programmes peuvent être cachés ou mis en évidence créant ainsi des malentendus en termes de langage notamment lorsque l'on est confronté à plusieurs cultures. Le terme d'aide lui-même dans l'acception culturelle africaine est censé signifier toute chose pouvant atténuer ou éradiquer un problème. L'aide ne doit pas contribuer à l'aggravation d'un problème. Compte tenu de la crise économique sévère dans laquelle le continent africain se trouve confronté, il est essentiel que le langage et le vocabulaire puissent décrire avec exactitude la véritable signification de l'aide publique au développement.

Il y a de cela une dizaine d'années, lors de la cérémonie de dédicace de son livre intitulé *Les seigneurs de la pauvreté*, Graham Hancock avait déclaré que "l'aide au développement avait beaucoup de choses à cacher"<sup>2</sup>. Le défi terminologique de cette profession non seulement repose sur la double signification accordée aux mots, mais également sur l'utilisation des mots qui permettent de décrire une intention qui n'est jamais réalisée ni ne peut être réalisée avec les méthodes et les outils employés. Des mots tels que "appropriation", "autonomisation", "participation" ou encore "développement" sont des mots qui devraient faire l'objet d'une véritable attention.

Le fait de situer l'aide au développement dans la sphère économique n'a pas permis d'élucider la question de la transparence de ce secteur. Le caractère hautement technique du langage économique exclut plutôt qu'il n'intègre les non-initiés dans l'effort de compréhension. C'est la raison pour laquelle, un nombre important d'organisations communautaires de base ont dû mettre en place une nouvelle terminologie économique afin de mieux cerner la façon dont cette discipline affecte leur existence au quotidien. Des économistes-féministes ont consacré des années de recherche à disséquer des termes économiques de base tels que le PNB et le PIB afin de démontrer que ces éléments de quantification de la rentabilité n'ont pas pris en compte les contributions productives des femmes dans les économies de leurs sociétés. Deuxièmement, le domaine de l'économie est caractérisé par une forte prédisposition à utiliser des modèles mathématiques qui ne prennent

pas facilement en considération la dimension humaine des choses. La mise en évidence de tous ces aspects humains constitue donc un défi que l'aide doit relever et aborder lors des recommandations émises par les économistes. Ces recommandations-là ne prenant pas toujours en compte les apports des autres disciplines.

Le langage utilisé dans le domaine de l'aide au développement a créé un écran de fumée dans l'esprit des spécialistes et des parties prenantes de sorte que même lorsque les faits semblent être évidents on tend à les ignorer. Cet aspect sera analysé plus profondément dans ce qui suit.

### ***La transparence dans les montants des transferts***

Les montants réels des transferts ainsi que leurs destinations ne sont pas toujours bien connus du grand public. Lorsque l'on demande à l'Américain moyen combien pense-t-il que son gouvernement octroie en aide extérieure, la réponse est la suivante : beaucoup plus que les chiffres officiels réels. A en juger par le nombre de programmes qui ont été préparés par les Africains en vue d'être soumis à la communauté internationale, on en conclurait que les africains estiment qu'il existe des montants gigantesques quelque part dans le monde dans l'attente d'être sollicités par un bon projet. Aucun de ces programmes n'a pu générer de montant respectable dont l'Afrique a cruellement besoin. De l'APPER à L'UNNADAF, l'UNSI, le TICAD en passant par le PANUREDA les espoirs des africains se sont écrasés sur les rives désertes des prétentions non satisfaites. Par conséquent, en vue de résoudre les problèmes africains, il semble tout à fait surprenant de constater l'étendue de la confiance accordée à la 'communauté internationale'. En ce moment même, trois nouveaux programmes sont en cours d'élaboration sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine, à savoir le Programme africain du millénaire, le plan Oméga et l'Entente pour un partenariat africain. Il reste à savoir si ces programmes suivront le même chemin que les autres. Comparé aux autres programmes, le Programme spécial pour l'Afrique de la banque mondiale a enregistré de meilleurs résultats. Cependant, il faudrait garder à l'esprit qu'il s'agissait d'un programme censé constituer un socle pour les autres programmes d'ajustement structurel de la Banque.

La vérité est que les *transferts nets qui partent de l'Afrique sont supérieurs à ceux qui y rentrent*. Si l'on se base sur les transferts financiers vers l'étranger à savoir le service de la dette, les fuites de capitaux et les pertes résultant de la détérioration des termes de l'échange, on pourrait en conclure que l'Afrique est en réalité *un exportateur net de capitaux*. Selon un des rapports des Nations Unies : 'la perte en part de marché en prix courants durant la période 1970 – 1997 représenterait un manque à gagner annuel en termes de revenus de l'ordre de 68 milliards de \$, soit environ 21% du PNB. A titre de comparaison, les transferts annuels nets vers l'Afrique de l'APD qui ne sont que de 7 milliards de \$ pendant la période 1970 - 1997 ne représentent en fait qu'une infime fraction des pertes annuelles de 68 milliards de \$ dues aux pertes de part de marché. Mises ensemble, les pertes provenant de la détérioration des termes de l'échange et les pertes de part de marché dépassent largement le volume de tous les transferts à destination de l'Afrique – ceux de l'APD, des investissements étrangers directs, des banques privées et des avoirs en portefeuille.'<sup>3</sup> Il est dit que les fuites de capitaux à elles seules correspondent au montant total de la dette qui est de 360 milliards de \$.

Que ce soit aussi bien les investissements directs étrangers ou l'APD, aucune de ces deux sources n'a tenu ses promesses. Elles ont toutes été décevantes durant ces deux dernières décennies. Alors que les estimations de la Banque mondiale faisaient état de la nécessité d'augmenter les transferts vers l'Afrique sub-saharienne de l'ordre de 4 % par an dans les années 90, on a plutôt assisté à une baisse d'environ 24% en termes réels. Hormis les pays

nordiques (Danemark, Norvège, Suède et les Pays-bas) aucun des autres donateurs n'a réussi à atteindre l'objectif de 0,7% du PNB consacré à l'aide publique au développement. La part de l'Afrique en termes d'investissements étrangers directs est passée de 9,6 milliards de \$ en 1997 à 6,6 milliards en 1998. L'essentiel de ces investissements ayant été orienté vers les secteurs des mines et du pétrole. Cela démontre une fois de plus que ces transferts vers l'étranger se sont effectués au détriment de l'Afrique. Un grand nombre de pays se retrouvent maintenant dans une position non enviable qui consiste à se servir des nouveaux transferts ou des nouveaux prêts pour rembourser de façon continue le service de la dette extérieure. Alors que les populations pourraient considérer cela comme une aide nouvelle, il ne s'agirait en réalité que d'une manipulation purement comptable. Tout cela s'est produit durant une période d'intense libéralisation non contrôlée du commerce qui a multiplié par deux le volume des importations au détriment des exportations et qui a contribué à détruire un bon nombre d'entreprises naissantes. Ce dernier aspect a certainement été causé par l'adhésion et la participation des pays africains aux négociations commerciales de l'OMC.<sup>4</sup>

A l'échelle continentale, et au niveau local en particulier, la nature peu fiable et irrégulière des transferts a rendu difficile les efforts de planification ainsi que les réalisations des objectifs de développement. Les réductions budgétaires ainsi que les politiques de restructuration au sein des grandes agences des Nations Unies semblent être à l'ordre du jour. Les financements des petits projets sont généralement programmés pour une période de deux à trois ans alors qu'il est connu de tous qu'une période de dix ans est souvent nécessaire pour la réalisation d'un programme de développement au niveau communautaire ou même au niveau national. Les modifications constantes des montants promis, les changements d'approches et d'orientation font de la gestion de l'aide la chose la plus complexe à laquelle l'Afrique ait jamais eu à s'adapter. Le besoin de réorganisation constante, de re-formulation et de réorientation des objectifs des projets devant permettre de s'adapter aux desideratas des bailleurs de fonds augmente considérablement le volume de travail sans pour autant avoir de contrepartie véritable en termes de rentabilité. Pour ceux-là qui ont longtemps œuvré dans ce domaine, l'aide constitue un secteur épuisant qui ne donne en réalité que peu de résultats.

Alors essayons de répondre à cette délicate question : y a-t-il véritablement des entrées d'argent et le cas échéant vers où se dirigeraient ces capitaux et quel en serait leur montant ?

### *Pourquoi aide-t-on ?*

L'une des questions que l'on aborde le moins en public est celle de savoir pourquoi on aide ou autrement dit quelle serait la raison sous-jacente d'une telle action. Les objectifs et les idéaux de paix, de développement et de justice énoncés dans les discours introductifs des conférences des Nations Unies demeurent des éléments qui cachent des myriades de motivations et de raisons non révélées et qui expliqueraient le pourquoi de l'aide entre différents pays et différentes populations. Les raisons qui expliquent pourquoi les préférences des donateurs vont vers telle ou telle direction à un moment donné font souvent l'objet de débats en privé. Au moment où l'on avance certaines raisons au niveau officiel, les incohérences flagrantes des arguments font apparaître les motivations réelles de certains choix. *Les populations africaines ont énormément besoin de connaître les raisons réelles qui sous-tendent les choix dans le domaine de l'aide.* Cela permettrait dans un premier temps d'élucider les confusions dans ce domaine. Et dans un second temps, cela permettrait au bénéficiaire de l'aide de manifester sa dignité au moment du choix. Enfin, un public averti serait plus à même de comprendre la nature de ses obligations. Ces obligations ne sont en général connues que de

quelques heureux élus alors que les populations sont dans l'obligation de subir les affres des conditionnalités des bailleurs de fonds.

L'altruisme au mieux et l'exploitation au pire permettent de mieux expliquer les motivations qui entourent le domaine de l'aide. Cela n'est un secret pour personne que de gros montants destinés à l'aide sont encore utilisés afin de promouvoir des intérêts commerciaux, politico-diplomatiques et religieux. Même si l'aide au départ avait commencé par être un geste empreint d'altruisme, les questions touchant au manque de capacités d'absorption de la part du bénéficiaire avaient fini par transformer rapidement les bonnes intentions en actes de paternalisme. Le fait de lier l'aide à la fois aux achats de marchandises chez les bailleurs de fonds et au recrutement de personnel expatrié constitue des moyens déguisés qui permettent de satisfaire les besoins des donateurs. Lorsqu'un montant de 4 milliards de \$ retourne chez le donateur pour uniquement rétribuer ces expatriés, alors on est en droit de se demander à qui profite véritablement l'aide étrangère ?

L'attitude des donateurs devient suspecte lorsque ces derniers décident d'arrêter de financer un pays jusqu'à ce que ce pays ait mis en place un régime démocratique alors que pendant la même période ces mêmes donateurs continuent de fournir une aide substantielle à un autre régime qui refuse d'organiser des élections pluralistes. Cette attitude sournoise nous oblige à nous poser la question de savoir à qui profite l'aide. On s'est servi de manière impudique de l'aide pour maintenir des dictateurs au pouvoir dans plusieurs pays africains où les intérêts stratégiques des donateurs étaient menacés. Il s'agit là notamment de la République démocratique du Congo. Dans son livre intitulé *Au-delà de l'aide*, Stephen Browne avance de manière judicieuse les propos suivants : "Les donateurs octroient de l'aide en partie pour soutenir leurs propres activités. L'aide n'est jamais accordée à titre gracieux. Elle paraît attrayante lorsqu'on la perçoit de l'extérieur, mais en réalité elle prive le bénéficiaire de toute forme de liberté." (Browne, 1999, p1-3)<sup>5</sup> Le Plan Marshall demeure toujours une vision dans le secteur de l'industrie de l'aide. Tout le monde espère qu'un jour - d'une manière ou d'une autre - un tel plan sera mis en place pour l'Afrique. Et c'est également Browne qui nous rappelle que la "Loi de 1950 qui régissait le développement international avait été remplacée par la Loi sur la sécurité mutuelle de l'année d'après. Cette loi stipulait qu'une aide ne pouvait être octroyée que si "cela pouvait renforcer la sécurité de l'Amérique". (Ibid, p11). L'opinion publique africaine devrait être mieux éclairée sur les motivations statutaires et les véritables raisons qui justifient l'aide. Durant la guerre froide, les raisons politiques et idéologiques étaient plus évidentes. La guerre froide est maintenant terminée mais les dividendes provenant de la paix n'ont pas profité au secteur du développement. Au contraire, les retombées financières de la paix ont servi à rembourser les dettes intérieures des pays donateurs ou à résoudre des problèmes urgents dans leurs propres continents. Bien que l'Afrique avait reçu auparavant des assurances selon lesquelles sa part de l'APD n'allait pas diminuer au profit de la CEI, le contraire s'est finalement produit.

L'aide qui passe par le canal des ONG essaie généralement d'atteindre les personnes pauvres, d'apporter du secours et d'améliorer les niveaux inacceptables de privation. A leur tour, on les soupçonne de ne pas être aussi altruistes qu'elles le prétendent. En tout état de cause, bon nombre de grosses ONG sont elles-mêmes financées à partir des budgets publics destinés à l'aide au développement. Ces budgets sont tributaires de l'importance des intérêts sécuritaires des états. Cependant, certaines de ces ONG refusent de percevoir de tels financements afin de ne pas être manipulées par les états qui les détourneraient de leurs objectifs initiaux. Certaines

de ces raisons expliquent pourquoi les relations entre gouvernements et ONG sont ténues. Le manque de transparence en étant la cause principale. Les ONG ont maille à partir avec la plupart des régimes despotiques en Afrique. Car ces ONG soit représentent des intérêts étrangers soit des intérêts de groupes locaux qui ne sont pas affiliés aux camps politiques du gouvernement en place. Cette situation s'aggrave lorsque par moment les donateurs décident de faire transiter de gros montants de financements via ces ONG plutôt que par le canal gouvernemental direct ou en contournant tout simplement le gouvernement.<sup>6</sup>

La baisse et le retrait de l'aide ainsi que la période durant laquelle cela se produit sont des preuves éloquents du manque de transparence dans ce domaine. La baisse relative de l'enveloppe consacrée à l'aide au développement en Afrique a coïncidé avec la fin de la guerre froide. Cela nous confirme à juste titre que l'aide est liée à des considérations d'ordre politique. Les individus qui interviennent dans le domaine de l'aide en Afrique s'aperçoivent de plus en plus que la règle du jeu consiste à gérer ses intérêts personnels et que les questions liées à l'éradication de la pauvreté, la participation et l'appropriation relèvent d'une rhétorique pure et simple. Pour l'écrasante majorité des bénéficiaires de l'aide, les questions touchant aux motivations du donateur sont de nature secondaire et viennent bien après les aspects liés à l'urgence de la pauvreté et des besoins en financement sûr. Lorsque les besoins en financement sont si urgents pour permettre d'amorcer le développement, les motivations profondes du bailleur de fonds sont alors reléguées au second plan en vue de parer à l'urgence. La plupart des Africains eux-mêmes ont du mal à refuser ces fonds. Bien au contraire ils les acceptent dans l'espoir que les motivations sous-jacentes de ces donateurs changeront un jour. Malheureusement, ces motivations ne disparaîtront jamais car elles font l'objet de planifications stratégiques, tandis que les réponses sont réactives plutôt que proactives.

### *Les résultats produits par l'aide*

En tant qu'élément essentiel de la coopération en matière de développement international, peut-on dire que l'aide a réussi à produire les résultats désirés en termes de prospérité, de dignité, d'égalité, de droits humains et de paix pour tous ? Les institutions qui en sont responsables ont-elles produit les résultats désirés ? Il est évident qu'il s'agit là d'une question beaucoup plus vaste que celle de savoir si l'aide est efficace ou non. A-t-on pu créer des valeurs d'une vie interdépendante et durable. Après près de cinquante ans d'efforts de la part de millions de personnes hautement qualifiées et expérimentées, on constate à travers les différents rapports publiés que la pauvreté ne cesse d'augmenter, que l'environnement se dégrade, que les avancées démocratiques sont peu nombreuses, que la corruption ne cesse de s'accroître, que les droits de l'homme ne cessent d'être bafoués et qu'enfin – et c'est ce qu'il y a de pire pour l'Afrique – la dette devient de plus en plus intenable. Alors que pour les populations les résultats semblent paraître évidents, il en est autrement dans les sphères institutionnelles et chez les spécialistes.

Pour être juste, il faudrait plutôt conclure en disant que les résultats de l'aide sont mitigés en ce qui concerne les objectifs immédiats visés. En Afrique cependant, le nombre croissant de pauvres, le piège de la dette, les pertes résultant de la détérioration des termes de l'échange, le faible volume des investissements étrangers directs, la dégradation de la vie des populations due à la mise en œuvre de politiques inhumaines donnent un véritable aperçu de l'étendue du désastre. Les choses que l'on ne perçoit pas par contre à l'œil nu ont pour noms : pertes en termes de dignité humaine, de sens du respect de soi, d'autonomie et d'intégrité humaine, la perte de temps et d'argent pour se rendre et prendre part à ces grandes conférences qui

gènèrent peu ou pas de résultats en termes d'aide. Ce qui est encore plus dramatique, c'est l'incapacité de plus en plus grande des intellectuels à s'engager véritablement, occupés qu'ils sont à honorer des contrats au profit de bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux. Ces pertes-là -notamment celles de nature intellectuelle- ainsi que les attitudes des populations sont plus importantes que les montants d'argent, car il s'agit-là des éléments même dont l'Afrique a cruellement besoin à l'heure actuelle pour sortir de ce marasme. Ces faits-là sont ceux qui doivent faire l'objet de recherches plus approfondies et débattus par les Africains en vue d'opérer des choix intelligents concernant la démarche à suivre en ce qui concerne l'industrie de l'aide.

Le continent africain a mis en oeuvre la plupart des recommandations en matière de politique générale qui lui ont été imposées par ses partenaires internationaux, de la manière de gérer les déficits budgétaires à l'ajustement structurel en passant par les politiques de libéralisation. Ces politiques ont créé quelques-unes des formes les plus dramatiques de pauvreté et d'endettement. Même lorsque ces recommandations avaient conduit parfois à des situations d'instabilité ayant provoqué la mort et la destruction, on leur demandait de poursuivre ces mêmes actions. L'intensification de la pauvreté et la détérioration du tissu socio-économique en Afrique ont abouti à un désespoir si profond qu'il reste peu de temps à consacrer à l'analyse des causes et des effets d'une telle situation. La préoccupation principale étant de survivre en luttant contre ces nouvelles conditions difficiles.

### **La voie à suivre**

L'histoire de l'aide en Afrique a été l'histoire d'un voyage interminable mené à travers les hautes collines de l'espoir et les basses vallées de la désillusion et qui prend fin dans le désert de la catastrophe. La question est de savoir si au stade actuel les Africains sont en mesure d'apprécier l'aide dans toute sa splendeur. Etant complètement secoués par nos efforts qui furent sans succès, il ne nous reste plus que la rage et la colère pour faire face à notre propre destin. Où voit-on les Africains protester dans les rues contre le fardeau de la dette ? Où exprime t-on notre forfait moralisateur et intellectuel ainsi que notre indignation ?

L'un des premiers pas que l'Afrique devra effectuer devrait consister à rejeter l'idée fondamentale selon laquelle l'aide mène au développement. On ne peut être plus clair. Comme l'avait soutenu Douglas Hellinger lors des auditions de la société civile à l'occasion de la Conférence sur le financement du développement, "l'objectif primaire de l'aide n'est pas le développement". En sera t-il ainsi un jour ? Il est peu probable que les donateurs puissent un jour interrompre le système des conditionnalités. Ne plus avoir à associer l'aide à l'orthodoxie qui façonne le commerce international et la finance semble être une gageure. En résumé, on pourrait dire que pour changer le système actuel il faudrait du temps, de l'énergie et poser de tout son poids. Des éléments qui font malheureusement cruellement défaut dans le continent. La Conférence sur le financement du développement permettra de donner de nouvelles directives, mais hélas ne permettra pas de déclencher le type de changement nécessaire. Les Américains ont déjà fait savoir qu'ils ne souhaitent pas que la conférence serve à s'immiscer dans les mécanismes de gouvernance et de prise de décision.<sup>7</sup> L'Afrique qui est un continent sévèrement touché par les quatre catastrophes suivantes – pauvreté, conflits, VIH/SIDA, endettement, doit agir très vite pour pouvoir contrôler la situation. Sinon il va périr. Le voyage doit donc emprunter un autre chemin, une sorte de voie africaine. Voici trois principales suggestions :

1. *Le développement doit être piloté de l'intérieur.* L'Afrique doit méditer sur ses expériences précédentes qui avaient réussi sans avoir eu à trop compter sur l'extérieur.

La lutte pour son indépendance en est une. Des individus ordinaires, à savoir des hommes, des femmes et des enfants s'étaient servi de leur propre créativité et avaient sacrifié leur propre vie pour combattre l'ennemi. Bien que vivant dans la souffrance et fatigués, les personnes ordinaires, notamment les femmes, sont en mesure de trouver la combativité et la créativité nécessaires pour pouvoir faire face aux problèmes qui les assaillent. Un grand nombre de communautés et de groupes locaux sont actuellement à la recherche de leurs propres voies afin de pouvoir faire face à la détérioration de leur situation. Ils utilisent pour cela leurs propres ressources.

Une approche reposant sur les ressources disponibles pour résoudre le problème du développement plutôt qu'une approche basée sur les besoins constitue le type de solution à encourager pour l'heure. Une plus grande prise en compte de ces ressources au niveau communautaire et national - les ressources humaines notamment au pays ou à l'étranger - servira à doper le moral et la détermination de ceux qui cherchent à adopter une nouvelle approche. Les efforts de ces groupes pourraient être complétés par les envois de fonds de leurs ressortissants établis à l'étranger. Ce dont ils ont le plus besoin c'est de l'appui des membres de l'élite et des décideurs politiques au niveau local. Ces derniers ont néanmoins besoin de retrouver du courage et de la foi aussi bien en eux-mêmes que chez les membres des communautés locales. Les groupes communautaires commencent à intégrer dans leurs plans des mesures pouvant leur permettre d'exiger de la part de l'élite "d'agir dans le bon sens". C'est à ce niveau-ci que la transparence de l'aide sera cruciale. Les enveloppes budgétaires destinées à des projets locaux qui n'arriveraient pas à destination, les processus de planification disproportionnés ainsi que les déséquilibres dans la répartition des ressources devront tous être examinés et corrigés dans la plus parfaite transparence.

2. ***Usage sélectif de l'aide*** : L'Afrique doit à présent commencer à modifier le scénario suivant lequel les financements extérieurs vont demeurer le soubassement de son développement. Rien n'est plus dangereux que le fait de permettre à quelqu'un d'autre de gérer son propre développement. L'APD demeure toujours la plus grosse portion avec plus de 80% des financements. Aussi, ce mode de financement extérieur est peu fiable, inadapté et a tendance à se dégrader. Du fait que certains budgets nationaux courants reposent à 70% sur ce mode de financement, un programme de retrait de ce système actuel d'aide devrait être envisagé. Il faudrait alors commencer par retirer cette aide des secteurs ou encore des zones géographiques les mieux nantis en adoptant une programmation judicieuse.

L'anachronisme théorique le plus répandu consiste à croire que le fait d'injecter des capitaux engendrerait irrémédiablement de la croissance. On a sur la base d'une telle opinion mis au point une formule de restructuration économique destinée à l'Afrique qui englobe l'ajustement structurel, la libéralisation et la privatisation. Cela étant censé ramener d'énormes capitaux sous forme d'investissements directs. Les pays africains ont appris tardivement que ces recettes n'entraînent pas nécessairement l'arrivée de gros volumes d'investissements de l'extérieur. Et encore. Nous constatons de plus en plus, qu'avec la raréfaction des ressources, les conditionnalités et les méthodes de gestion au niveau micro-économique sont de plus en plus sévères. Etant donné que plus de 80% des transferts vers l'Afrique proviennent de l'APD, l'Afrique a perdu son pouvoir de décision quant à son propre avenir.

Les populations devraient être en droit de connaître quelle proportion de leurs budgets courants est financée à partir des transferts provenant de l'étranger, ainsi que le type de programmes prévus pour réduire une telle dépendance. En les tenant mieux informées cela permettrait de les impliquer davantage.

- 3. *Poursuivre le débat en vue de l'annulation de la dette*** : Devoir une dette de 360 milliards de \$ constitue une véritable responsabilité internationale. L'impact d'une telle dette est encore plus grave et plus monumental auprès des populations africaines. Le débat autour de l'annulation de cette dette constitue donc un impératif majeur. Les populations elles-mêmes devraient s'y impliquer avec vigueur et indignation de la même manière que le font les amis de l'Afrique depuis les capitales étrangères. L'Afrique doit se battre efficacement en faveur d'une annulation totale de la dette. Si cette bataille devait se solder par un échec, alors il faudrait demander l'arrêt des propositions décousues telles que celles relatives aux PPTE et lancer un appel en faveur d'une période de grâce de 50 ans sans remboursement ni du principal ni du service de la dette afin de permettre au continent d'aborder quelques-unes des pires formes de pauvreté, de maladies et d'ignorance. Après ce délai de 50 ans, le ré-échelonnement des remboursements pourrait alors reprendre.

Les populations africaines sont conscientes de l'existence d'un problème d'endettement, mais elles n'en connaissent pas les implications véritables. Elles ignorent également sa genèse ainsi que ses incidences directes. Une plus grande prise en considération des masses au moment de traiter des questions liées à la dette serait salutaire pour tout le monde.

## CONCLUSION

La transparence de la gestion de l'aide doit impérativement faire l'objet d'une plus grande attention. La baisse croissante de tous les types de transferts, le fardeau grandissant de la dette, la pandémie du VIH/SIDA, les conflits rampants, la pauvreté qui augmente sont là des aspects qui requièrent une plus grande prise de conscience. La prise de conscience par rapport à une situation si dramatique devrait doper les énergies créatives de tous les africains mais également – du moins on l'espère – celles des autres partenaires de l'aide au développement en vue d'atteindre une forme plus saine de coopération internationale.

- 1- Prendre en ligne de compte les travaux effectués par des groupes tels que la *Réalité de l'aide* ainsi que par les divers réseaux traitant des questions liées à la dette
- 2- Hancock, Graham. 1991. *Les Seigneurs de la pauvreté*. Mandarin Paperback. Londres
- 3- Rapport de l'Assemblée générale. *Mise en œuvre du nouveau programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90*. Septembre, 2000. P.15
- 4- La plupart des données dans ce paragraphe et dans ce document se trouvent dans le Rapport de l'Assemblée Générale que nous avons mentionné précédemment.
- 5- Browne, Stephen. 1999. *Au-delà de l'aide*. Ash gate publishing House, Aldershot, Angleterre
- 6-Pour avoir plus d'informations sur les ONG et sur l'aide, lire *Le Bazar des Pauvres*. IT Publications. Londres 1995
- 7- Consulter la présentation américaine de juin 2001 relative à la préparation de la conférence sur le Financement du développement se trouvant sur le site WEB des Nations Unies
- 8- Se rapporter à *Réalité de l'aide, Vérification de la réalité*. Janvier 2001